

Centrafrique : flambée de violence

On croyait la situation en voie de normalisation. Certains allaient même jusqu'à penser que les élections auraient bel et bien lieu avant fin 2015, et peut-être même en novembre. Le référendum constitutionnel était en tout cas programmé pour le 4 octobre.

Las... les violences qui ont eu lieu à Bangui, la capitale centrafricaine, depuis la nuit du 25 septembre, date à laquelle le corps d'un jeune chauffeur de moto-taxi a été retrouvé près de la mosquée Ali Babolo, dans le quartier PK5, mettent en péril tout le travail accompli ces derniers mois.

Un jeune musulman tué au soir de la Tabaski : l'événement a été immédiatement considéré comme une provocation et a entraîné des représailles à l'encontre des zones à majorité chrétienne et la spirale des expéditions punitives s'est enclenchée.

Les militaires français de la Force Sangaris et ceux de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) sont restées singulièrement en retrait, une attitude attentiste vigoureusement dénoncée, notamment auprès du ministère français des Affaires étrangères.



Réfugiés : RCA, 2014 (DR : SSgt Ryan Crane)

Agressions, pillages, vandalisme : en dépit du couvre-feu décrété le 27 septembre, de nombreuses ONG, la gendarmerie, le ministère de la Défense et la radio ont été la cible de bandes organisées qui, selon plusieurs observateurs, semblaient répondre à un agenda bien planifié.

La semaine précédente, des rumeurs avaient circulé sur une éventuelle attaque de la capitale à l'arme lourde par des troupes rassemblées sous la bannière de la Séléka, les anciens rebelles.

Il semblerait plutôt que le chaos qui s'est réinstallé à Bangui soit l'œuvre d'éléments infiltrés en ville depuis de nombreuses semaines. Sont-ils membres de la Séléka ? Ou des rangs de leurs adversaires, les anti-balaka, dont la rumeur dit qu'ils se prépareraient, eux aussi, à une « reprise en main des institutions de la république », autrement dit un coup d'État ?

Quoi qu'il en soit, des différentes manifestations, dont celle

du 28 septembre près de la présidence, il ressort un évident « ras-le-bol » de la population vis-à-vis des institutions de la transition. La présidente Catherine Samba Panza a de toute évidence échoué à ramener la sécurité dans Bangui et, surtout, à rompre avec le cycle infernal des prédatations économiques.

Aujourd'hui, le risque est grand de voir se réaliser à nouveau le pire des scénarios : la reprise d'une lutte ouverte entre communautés religieuses, même si celle-ci masque en réalité le mécontentement de citoyens excédés par l'incurie et l'avidité de leurs dirigeants.

Joint au téléphone, le pasteur Nicolas Guerekoyame-Gbangou, président de l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique (AEC), co-fondateur de la Plateforme interreligieuse pour la paix, a déclaré mettre tout en œuvre pour maintenir, si ce n'est rétablir, le dialogue islamo-chrétien.

Le Service protestant de mission – Défap suit avec attention la situation dans le pays. Il a actuellement l'un de ses envoyés, le pasteur Henri Fischer, qui travaille à la formation théologique et biblique et au soutien des pasteurs et conseils presbytéraux de l'Église du Christ-Roi, à Bangui.

Le Défap exprime sa préoccupation face à cette vague de violence en Centrafrique, qui aurait déjà fait près d'une cinquantaine de victimes, plus de cent blessés et quelque 30 000 personnes déplacées. L'institution et ses représentants condamnent toute forme de violence, qu'elle soit ou non communautaire et appelle les autorités de la transition, la Minusca et les forces françaises de l'opération Sangaris à s'engager à améliorer la protection des populations civiles, à tout mettre en œuvre pour que le processus de désarmement de toutes les milices indistinctement soit effectif et à rétablir la sécurité. Sans désarmement, il ne peut y avoir aucun scrutin organisé et, partant, aucune restauration possible de

l'État de droit.